

APPEL D'OFFRES

TERMES DE REFERENCE

Formation en mobilisation communautaire

1. Contexte et justification

RCN Justice & Démocratie (RCN J&D) est une organisation non-gouvernementale belge. Sa mission consiste à promouvoir et appuyer une justice de proximité et une justice transitionnelle, ainsi que des pratiques démocratiques dans des sociétés et des Etats en transition ou en développement. RCN J&D travaille depuis 2000 en République démocratique du Congo dans le but de promouvoir une justice accessible, répondant aux besoins de la population. L'organisation appuie plusieurs organisations de la société civile pour qu'elles assurent un rôle de contre-pouvoir constructif et vigilant sur le respect de la loi par les institutions judiciaires. Elle agit aussi pour favoriser l'inclusion, dans les modes alternatifs de résolution des conflits, de garde-fous pour le respect des droits humains et des plus vulnérables. Un accent spécifique est mis sur la lutte anticorruption et l'intégration d'actions de promotion de l'égalité de genre. Fidèle à son travail de mémoire des crimes internationaux et de lutte contre l'impunité, RCN J&D travaille également en RDC en appuyant les médias afin qu'ils puissent mieux couvrir les procès qui se tiennent en la matière ainsi que la bonne implication des communautés affectées. Les actions de RCN J&D se concentrent actuellement dans 3 zones : Kinshasa, le Nord Kivu (Masisi) et Lubumbashi (Haut Katanga).

De 2018 à 2021, RCN J&D met en œuvre le projet « **KULETA HAKI** » (Rendre justice en swahili) avec le soutien de la Coopération belge au développement.

Ce projet est le prolongement d'une phase pilote qui a duré 24 mois (d'août 2015 à août 2017) et qui a consisté, d'une part, à créer un réseau de résistants à la corruption (le réseau Kuleta Haki) dans la chaîne pénale dans la ville de Lubumbashi et, d'autre part, à favoriser une prise de conscience du public sur le problème de la corruption et d'encourager la société civile à exiger de la part des acteurs judiciaires le respect des lois, et en particulier des droits et procédures liés à la garde à vue et à la détention préventive.

Depuis octobre 2018, à la faveur d'un financement du Royaume de Belgique, il a été possible de poursuivre le travail initié, avec un accent mis sur la structuration et la recherche d'autonomisation du réseau anticorruption. Une approche plus holistique a également été envisagée en : i) mobilisant la société civile pour informer et soutenir la population, ii) en s'appuyant sur des journalistes pour relayer plus largement les actes de résistance et les messages de sensibilisation en direction des justiciables, iii) en favorisant de nouvelles vocations par des échanges d'expérience et iv) en partageant les résultats du projet pour nourrir, au niveau national, la réflexion sur les meilleures approches anticorruption.

Titre du Projet	« Kuleta Haki » ou « Renforcer la lutte contre la corruption en soutenant le réseau anticorruption de Lubumbashi »
Durée du Projet	3 ans – D’octobre 2018 à fin septembre 2021
Objectif général	Grâce à l’action vigilante et collective de membres du « réseau des intègres » de Lubumbashi, la résistance à la corruption augmente.
Objectif spécifique	Les justiciables de Lubumbashi confrontés à la justice pénale demandent, avec le soutien de la société civile, plus de comptes
Résultats attendus	<p>R1 - Le réseau est renforcé au niveau organisationnel et technique pour plus de durabilité dans sa lutte contre la corruption</p> <p>R2 - Les justiciables de la justice pénale de Lubumbashi réduisent les phénomènes de corruption active</p> <p>R3 - Les membres de la société civile associés au réseau permettent une veille citoyenne sur le phénomène et pratiques de corruption dans la justice pénale</p> <p>R4 - Les journalistes associés au réseau s’engagent à médiatiser les actes de résistance et informer la population sur ce qu’ils peuvent/et ne peuvent pas attendre de la justice pénale</p> <p>R5 - Des échanges au-delà du projet pilote permettent de susciter de nouvelles vocations dans d’autres endroits du pays</p> <p>R6- Des recherches actions alimentent, au niveau national, la réflexion autour de la lutte contre la corruption dans les services publics</p>

Un des axes stratégiques forts du projet consiste à informer, sensibiliser et mobiliser les citoyens pour favoriser des attitudes plus revendicatrices de la part des habitants de Lubumbashi et pousser les acteurs de justice au changement. La stratégie consiste ainsi à :

- susciter chez les justiciables une prise de conscience du préjudice collectif de la corruption, favoriser une extériorisation pacifiée du mécontentement de la population sur des problèmes tels que les tracasseries de la police routière
- mieux informer les citoyens sur leurs droits vis-à-vis du système judiciaire et de la police pour permettre aux citoyens d’être plus revendicatifs et de s’opposer à la petite corruption « quotidienne » des agents
- challenger l’état d’esprit fataliste de la population sur l’éradication de la corruption en médiatisant les actes de résistance et de lutte du réseau Kuleta Haki, ainsi que les témoignages des victimes prises en charge
- S’appuyer sur la société civile pour impulser une mobilisation réellement collective des habitants des quartiers ciblés autour de la lutte contre la corruption et toucher un maximum d’habitants de la ville de Lubumbashi

C'est dans ce cadre qu'il a été envisagé de former plusieurs organisations de la société civile sur les techniques de mobilisation communautaire. Depuis plusieurs années, les acteurs de la société civile conçoivent et mettent en œuvre des actions de plaidoyer et d'interpellations des décideurs, parfois en coalition, mais très rarement à travers des dynamiques de mobilisation à grande échelle des habitants. Quelques mouvements citoyens ont émergé en RDC et pratiquent les techniques de mobilisation communautaire, mais ils subissent des intimidations et une répression policière qui ne favorisent pas l'extension de ces techniques à d'autres segments de la société civile. La formation doit ainsi permettre à d'autres types d'organisation de s'emparer de la méthodologie de mobilisation communautaire pour impulser une dynamique citoyenne autour de la lutte contre la corruption dans le système judiciaire.

2. Objectifs et résultats attendus de la prestation

RCN J&D recherche un prestataire afin d'assurer **une formation en mobilisation communautaire et alliance citoyenne.**

La formation a pour objectifs de :

- développer les connaissances des participants sur les principes de mobilisation communautaire et les expériences de participation citoyenne réussies
- Permettre aux participants de savoir dialoguer avec les populations locales, d'écouter les colères exprimées par les habitants et les transformer en démarches constructives
- Accroître l'intérêt des OSC à l'égard des actions réellement collectives de mobilisation communautaire comme alternative aux actions ordinaires de plaidoyer
- Développer les connaissances des OSC sur les techniques appropriées pour organiser la participation des habitants à travers des actions collectives.

La formation s'adresse à 8 organisations de la société civile: des leaders d'organisation ainsi que leurs collaborateurs, coordinateurs, assistants ou responsables projets (exerçant ou n'exerçant pas de fonctions managériales), n'ayant aucune expérience antérieure sur la thématique.

Une attention particulière sera apportée par le formateur à l'évaluation des connaissances acquises par les participants. A cet effet, une évaluation pré et post-formation sera conduite par le formateur et annexée au rapport d'évaluation. La méthode d'évaluation pré et post-formation sera nécessairement basée sur un test de connaissance qui abordera les points clés de la formation.

4. Modalités de la prestation

Durée : 4 jours de formation

Date : La prestation sera réalisée entre les mois d'octobre et décembre 2020.

Lieu de la formation : Lubumbashi – Province du Haut Katanga (salle de formation mise à disposition par RCN J&D)

Nombre de participants : environ 18 personnes

5. Modalités de réponse à l'appel d'offre

Les prestataires intéressés soumettront une proposition constituée de :

- Un CV du formateur, et le cas échéant, d'une présentation de l'organisation dont il dépend
- Un volet technique détaillant le contenu de la prestation, son déroulement et la méthodologie employée
- Un volet financier qui prendra en compte en les détaillant les coûts liés à la formation (honoraires, per diem, frais de transport internationaux)
- Les disponibilités du formateur sur la période définie ci-dessus

La location de la salle de formation ainsi que les frais de vie des participants (pause-café et repas) seront pris en charge par RCN J&D pendant les trois jours de formation. Le transport local du prestataire sera assuré par RCN J&D.

Les propositions sont à adresser par email **au plus tard le 25 septembre inclus** aux adresses :

innocent.dunia@rcn-rdc.org et christelle.umba@rcn-rdc.org

Sous la référence KULETA HAKI/MOBCOM/2020